

Entretien avec Gordon Smith

2000-08-31

info@idrc.ca

L'insécurité économique, la pollution, le quatrième pouvoir qui transfigure la scène internationale, les conflits qui couvent entre peuples et territoires, tous ces maux accablent l'État et l'empêchent, si puissant soit-il, de gouverner seul, même lorsqu'il s'agit de problèmes internes. Certes, la mondialisation est riche de promesses, mais elle pose de brûlantes questions au chapitre de la gouvernance. L'État est-il toujours apte à gouverner ? Peut-on démocratiser la mondialisation ?

Dans *Des États remaniés*, les auteurs font des recommandations concrètes pour une meilleure gouvernance et une réforme des Nations unies. Ils s'interrogent sur la pertinence de la souveraineté : est-elle un obstacle ou un préalable à la sécurité et à la prospérité ? Et, sur trois tableaux critiques (la prévention des conflits meurtriers, la création de perspectives d'avenir pour les jeunes et la gestion des méfaits du changement climatique), ils proposent des plans d'action grâce auxquels les États, en collaboration avec les autres acteurs de la communauté mondiale, réussiront à tenir la barre. *Explore en ligne* interviewait récemment Gordon Smith, co-auteur du livre, sur les tenants et aboutissants de *Des États remaniés*.

- [Objectif du livre](#)
- [Les principaux enjeux](#)
- [Les dépenses publiques](#)
- [Le Conseil de sécurité](#)
- [La gestion du changement climatique](#)
- [Les auteurs](#)
- [Le livre](#)

Pourquoi avoir écrit ce livre ? Qu'espériez-vous accomplir ?

Le Secrétaire général des Nations unies attache une grande importance à l'Assemblée du millénaire de l'ONU qui aura lieu à New York en septembre prochain. Il souhaite soulever un débat à l'échelle mondiale sur le genre de gouvernance dont nous avons besoin pour décider de notre conduite dans le monde de plus en plus interdépendant dans lequel nous vivons et sur ce que cela signifie pour l'ONU. La UN Foundation, en fait à la demande du Secrétaire général, nous a proposé à Moisés Naím et à moi de préparer ce rapport justement pour tenter de susciter ce genre de discussion.

Quel lectorat visez-vous ?

Nous espérons bien sûr que les cadres supérieurs des gouvernements liront *Des États remaniés*. Nous espérons aussi que, partout, les leaders d'opinion le liront. Personnellement, je crois que si nous voulons vraiment améliorer la gouvernance mondiale, donner à l'ONU plus de force et de pouvoir, cela ne se fera que grâce aux pressions exercées sur ceux qui gouvernent par des gens qui sont en dehors du système. Le lectorat que nous cherchons à atteindre ne se limite donc pas aux gouvernements; nous voulons rejoindre tout autant les membres de la société civile et du secteur privé qui s'intéressent à la façon dont sont gérées les affaires de la planète alors que la mondialisation a resserré l'interdépendance des nations.

Vous insistez sur trois impératifs dans *Des États remaniés* : la prévention des conflits meurtriers, la création de perspectives d'avenir pour les jeunes et la gestion des méfaits du changement climatique. Pourquoi ces trois-là ?

Ces thèmes pourraient être différents sans doute selon les gens qui en proposeraient l'étude. Pour moi, ce sont là des domaines d'une importance capitale. D'abord, la prévention des conflits meurtriers est une évidence. Même depuis la fin de la guerre froide (et certains diraient peut-être surtout depuis de la fin de la guerre froide), les conflits meurtriers n'ont pas cessé. Loin de là. Le problème des conflits meurtriers, de l'opposition entre les États jusqu'à la prolifération des armes de destruction massive, reste un menace réelle.

Le changement climatique est, à mon avis, une question névralgique. Le Mécanisme de développement propre, proposé dans le Protocole de Kyoto, est extrêmement important parce qu'il permet aux pays en développement de prendre part aux décisions. Il comporte aussi de réels avantages pour eux sur le plan du développement durable : amélioration de la qualité de l'air, augmentation des investissements, transfert de technologies par exemple. Le changement climatique n'est pas seulement un problème mondial (un parmi plusieurs autres), mais c'est est un d'une importance primordiale. Nos enfants, et les enfants qui naîtront au cours du siècle qui s'amorce, s'en rendront compte : il vaudrait mieux que l'on se rende compte aussi que nous nous en occupons.

La question des jeunes est, on ne le répétera jamais assez, un problème dont on a conscience mais auquel on n'attache pas suffisamment d'importance. Dans 25 ans, la population mondiale aura grossi du tiers de ce qu'elle est aujourd'hui : la majorité se trouvera dans les pays les plus pauvres et beaucoup vivront dans des villes du Sud déjà surpeuplées. Si nous ne réussissons pas à régler ces problèmes dans les pays en développement, les gens qui vivent dans des pays riches comme le Canada habiteront un monde beaucoup moins stable.

Je pense qu'il s'agit là de problèmes mondiaux majeurs et qu'ils illustrent le genre de défis que seule la coopération mondiale finira peut-être par résoudre.

Vous recommandez d'accroître les dépenses publiques dans les secteurs de la santé et de l'éducation afin d'offrir de meilleures perspectives d'avenir aux jeunes, surtout à ceux des pays les plus pauvres. Comment cette idée est-elle reçue dans les pays du Nord où plusieurs gouvernements réduisent leurs dépenses dans le domaine de la santé et de l'éducation ?

Je ne crois pas que cela puisse se produire du jour au lendemain. Mais je pense que plus on en parle plus les comportements risquent de changer. Les attitudes changent lentement, il faut du temps. En fait, nos dépenses en santé et en éducation sont relativement importantes. Certains pourraient prétendre que nos dépenses sont mal placées et non trop modestes. Cela ne prend pas grand-chose pour faire prendre conscience aux gens que sans la santé ils n'auraient pas de qualité de vie et que sans éducation, il n'y a guère d'avancement possible.

Le domaine de l'éducation change avec les technologies de l'information. Ce qu'on peut accomplir grâce aux réseaux scolaires en ligne au niveau pré-universitaire et au téléenseignement au niveau universitaire pourrait changer l'économie de l'enseignement et non pas seulement la prestation des programmes.

Dans le domaine de la santé, j'ai été à même de constater que les chefs de gouvernement comprennent fort bien qu'ils ne peuvent se prémunir contre les maladies infectieuses simplement en érigeant des enceintes autour de leurs pays. En réalité, régler les problèmes de santé au beau milieu de l'Afrique est encore le meilleur moyen d'éviter que ces problèmes ne se propagent dans votre propre pays.

Il y a dans le livre un thème récurrent : on peut bien se targuer de sens moral et prétendre qu'il faut en faire plus pour les pauvres et les défavorisés de ce monde. Mais si ce discours ne vous touche pas, ne considérez que votre intérêt personnel à long terme : vous ne arriverez sensiblement à la même conclusion.

Une de vos principales propositions à l'égard de la réforme de l'ONU consiste à prévenir les conflits meurtriers en réduisant le droit de veto des membres permanents du Conseil de sécurité, sans amender la Charte. Pouvez-vous préciser ?

Il ne s'agirait pas de modifier directement le droit de veto parce que les cinq pays qui en jouissent présentement n'y renonceraient pas. Ce que nous voulons c'est trouver un moyen d'éviter l'imposition du veto contre la volonté de la majorité de l'Assemblée générale, dans les cas où la communauté internationale estime que la violation des droits humains exige une intervention humanitaire. Le Secrétaire général pourrait demander à des experts de soumettre leurs constatations. Mais plutôt que de faire tout simplement rapport au Conseil de sécurité, ces constatations seraient portées à l'attention de l'Assemblée générale qui adopterait une résolution à cet égard. Si 150 pays acceptent l'analyse et 15 la rejettent, il devient alors beaucoup plus difficile pour un pays membre du Conseil de sécurité d'opposer son veto à une volonté internationale aussi ferme. Cela ne rendrait pas la chose impossible, mais cela la rendrait plus difficile.

La gestion du changement climatique est le troisième impératif dont il est question dans *Des États remaniés*. Vos recommandations se trouvent en grande partie consignées dans la Protocole de Kyoto, mais jusqu'à présent peu de gouvernements y ont donné suite.

Dans ce cas, le rôle des États-Unis est capital. Les États-Unis ont clairement indiqué qu'ils ne ratifieraient le Protocole que si un nombre important de pays du Sud s'engageaient également à réduire leurs propres émissions. On revient au Mécanisme de développement propre : c'est le meilleur moyen de rallier des pays comme la Chine ou l'Inde où une importante croissance est nécessaire; or qui dit croissance dit consommation d'énergie et l'usage de combustibles fossiles donne de l'énergie à bon marché. Le Mécanisme de développement propre est un bon moyen de sevrer les gens de leur dépendance à l'égard des combustibles fossiles, d'inciter les pays du Sud à prendre part au processus et, par conséquent, d'accroître les chances que soit ratifié le Protocole de Kyoto.

Les auteurs

Gordon Smith est directeur du Centre for Global Studies de l'Université de Victoria et associé principal au Liu Centre for International Studies à l'Université de la Colombie-Britannique, au Canada. Il est président du Conseil des gouverneurs du Centre de recherches pour le développement international de même que de l'Institut canadien d'études climatologiques.

Moisés Naím est rédacteur en chef du magazine *Foreign Policy*. Il a beaucoup écrit sur le commerce international et l'investissement, les organisations multilatérales, les réformes économiques et la mondialisation du point de vue économique. Il a été ministre du Commerce et de l'Industrie au Venezuela et a joué un rôle de premier plan dans l'instauration d'importantes réformes économiques en 1989. De 1992 à 1996, il était directeur des projets sur les réformes économiques et sur l'Amérique latine à la Dotation Carnegie pour la paix internationale à Washington.

Le livre

[Des États remaniés: Mondialisation, souveraineté et gouvernance](#)

par Gordon Smith et Moisés Naím, CRDI 2000